

Où va le monde avec cette guerre en Ukraine ?

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Le 24 février 2022, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, certains ont enfin vu la compétition stratégique entre l'Occident et la Russie. Poutine, invité en 2007 à la conférence pour la sécurité de Munich, avait pourtant rejeté le libéralisme et l'élargissement de l'OTAN ; fort de son arsenal nucléaire, il s'était opposé au modèle occidental. Le Conseil atlantique d'avril 2008 n'a pas voulu le savoir ; il n'a pas admis la Géorgie et l'Ukraine. Dès le 8 août, Poutine a agressé la Géorgie, puis il est intervenu militairement en Syrie, en Afrique et, depuis 2014, en Ukraine. L'Occident a réagi par des sanctions économiques successives qui n'ont pas empêché Poutine d'agir militairement, profitant de la fin de la Pax Americana.



ouest, les passages sur le Dniepr sont contestés. En Transnistrie, la 14^e armée russe est en alerte, pour menacer les arrières ukrainiens, ce que font aussi les forces biélorusses.⁽⁷⁾

Le moral des Russes n'est pas bon. La propagande massive et la répression impitoyable ne peuvent pas empêcher les familles des 25.500 militaires russes tués du 24 février au 8 mai de prendre conscience de la réalité. Il y a généralement trois à quatre fois plus de blessés que de morts et il est plus difficile de les cacher. Les milieux économiques sont irrités par leurs pertes financières massives.

Poutine a mal mesuré la volonté d'indépendance et les capacités militaires des Ukrainiens, ainsi que la détermination des Occidentaux à les soutenir. Depuis qu'en avril 2022,

les mass médias ont révélé l'ampleur des crimes de guerres russes, une quarantaine de pays fournissent des équipements, létaux ou non, à l'Ukraine. Le président Biden a signé le 9 mai un *Ukraine Democracy Defense Lend-Lease Act of 2022* inspiré de celui de 1941. Il avait été voté quasi à l'unanimité par le Congrès : seuls 10 élus ont voté contre. Poutine a été contraint de revoir à la baisse ses buts de guerre, qui étaient le renversement de Zelensky, la mainmise sur la partie industrielle de l'Ukraine, l'affaiblissement de l'OTAN. Celle-ci est revigorée, la Finlande et la Suède pourraient y adhérer rapidement. L'Union européenne (UE) a su adopter à l'unanimité cinq paquets de sanctions contre la Russie, mais le sixième est plus laborieux : il comporte un embargo sur le pétrole russe et certains États sont plus dépendants que d'autres.

L'agression de l'Ukraine a fragilisé la position russe sur la scène internationale. La Cour pénale internationale ne pourra pas laisser impunis les très nombreux crimes de guerres commis par les dirigeants et les militaires russes. Une fois le successeur de Poutine en place, pour autant qu'il ne soit pas auteur de crimes de guerre, les relations de l'Europe avec la Russie reprendront. Il faudra exiger la dissolution de l'armée de Poutine, comme on l'a fait pour la Wehrmacht, et l'adoption par sa remplaçante des valeurs, des principes démocratiques et éthiques que la Bundeswehr doit aux généraux von Scharnhorst et von Baudissin, notamment la formation à la citoyenneté, pour obtenir des citoyens en uniforme, et l'*Innere Führung* ou développement du leadership.

M. Zelensky et Mme Zelenska ont communiqué avec pertinence, usant judicieusement et offensivement de tous les vecteurs, canaux et réseaux disponibles, s'adressant de façon personnalisée aux gouvernants de plusieurs pays occidentaux, pour faire comprendre que les Ukrainiens veulent seulement restaurer leur souveraineté, mettre dehors les troupes russes, être capables de se prémunir contre un possible retour.⁽⁸⁾

La méconnaissance de l'histoire de l'Ukraine, source de l'échec de Poutine

Depuis la fin du 19^{ème} siècle, l'industrie s'est développée au Donbass, ce qui a attiré de nombreux Russes. Après la Deuxième Guerre mondiale, le cinéma et la littérature ont glorifié la contribution du Donbass à la reconstruction, sa population âgée en reste nostalgique, mais la jeunesse et l'élite universitaire ou industrielle s'opposent à Poutine, les armes à la main. Contrairement à ce qu'affirme Poutine, l'Ukraine, même sa partie russophone, ne veut pas ou plus de rattachement à la Russie. Elle souhaite vivre dans un État indépendant, libre et européen, car les balles, les obus, les missiles et les bombes russes ont fait 13.000 victimes dans le Donbass depuis 2014 et, depuis le 24 février 2022, il y a eu en Ukraine au moins 15.000 morts et 20.000 blessés.

Cela explique que Kharkiv, si proche de la Russie et majoritairement russophone, ne capitule pas et que ses habitants chantent l'hymne ukrainien au milieu des ruines. La ville a été fondée par les cosaques en 1654. Elle bénéficiait d'une autonomie dans l'empire, ce qui a facilité la formation d'une société civile, d'une culture politique, artistique et scientifique, d'une identité ukrainienne. L'université date de 1726, le théâtre est de 1840, plusieurs instituts d'études techniques et des gymnases spécialisés sont du 19^{ème} siècle. Le style moderne s'est imposé dans l'architecture dès 1890. Du milieu du 19^{ème} siècle aux années 1930, des associations politiques ont revendiqué l'indépendance de l'Ukraine, mais les bolchéviques ont choisi de la «sovietiser», ce qui a conduit en 1919-1921 à l'élimination des cosaques, en 1932-1933 à la grande famine (*Holodomor*) et en 1934-1937 à l'élimination de 80% de l'intelligentsia, dont plus de deux mille artistes qui furent fusillés. Le Donbass est ainsi devenu docile.⁽⁹⁾

La Turquie

Ses difficultés sur les plans économique et monétaire ont incité la Turquie à modérer l'extension de son influence en Méditerranée orientale. Comme la Chine resserre les liens avec l'Iran, un axe pro-occidental

comprenant les pays du Golfe, l'Égypte et Israël, ainsi que la Turquie, s'impose pour Washington, qui a donc autorisé la livraison d'avions F-16. Le Parlement européen s'indigne à juste titre des multiples violations des droits humains en Turquie.⁽¹⁰⁾

La Chine

La Chine de Xi Jinping est alliée à la Russie, pour affaiblir l'Occident, mais la guerre en Ukraine lui coûte cher. Henry Kissinger et Richard Nixon avaient opposé la Chine et la Russie, pour mettre fin à la guerre du Vietnam. Le président Biden devrait reprendre cette politique, en commençant par la réduction des droits de douane imposés à la Chine par M. Trump, si elle renonce à envahir Taïwan et d'autres régions d'Asie du Sud-Est, compte tenu des déboires des Américains en Irak et en Afghanistan et des Russes en Ukraine et en Afghanistan ; si elle cesse de violer les droits humains à Hong Kong et dans le Xinjiang, notamment, et restaure les libertés des forces productives, qui veulent rester connectées avec le reste du monde ; si elle comprend que restaurer sa croissance économique, impose de modérer ses dépenses militaires.⁽¹¹⁾

En Hongrie, en Serbie et en France, les eurosceptiques ont le soutien des électeurs, ...

Le 3 avril, M. Orban a obtenu, pour la quatrième fois consécutive, une majorité absolue, cette fois de 68% des sièges. Il progresse par rapport à 2018. L'idée saugrenue de lui opposer une coalition hétéroclite de six partis, allant de l'extrême droite aux socialistes, s'est avérée désastreuse. Quant au président serbe prorusse Vucic, il a obtenu 58,3% des voix ; sa coalition dispose de 60% des sièges au parlement.

Le 10 avril, M. Macron a obtenu 28% des voix au premier tour. C'est 4 points de mieux qu'en 2017, mais il a accru la popularité de Mme Le Pen, qui a eu 2 millions de voix de plus qu'en 2017. Elle est en tête dans 30 départements, contre 2 en 2017. Le 24 avril, avec 58,55% des voix, M. Macron a été réélu de façon indiscutable, mais son parti, renommé Renaissance, obtiendrait-il une majorité absolue à l'Assemblée nationale, les 12 et 19 juin prochains ?

... mais en Slovaquie, c'est l'inverse

Le 24 avril, les Slovaques, ne voulant pas du modèle hongrois, se sont mobilisés : 67% ont voté (52% en 2018), pour prendre congé du premier ministre Jansa, dont le parti n'a obtenu que 23,6% des voix. Ils ont accordé 34,5% des voix au Mouvement pour la liberté, pro-européen, fondé début 2022 par M. Golob, et 6,7% aux sociaux-démocrates ; ils pourraient s'allier.⁽¹²⁾

Des visions italienne, française, allemande et belge de l'Europe vouées à l'échec

Le 3 mai, devant le Parlement européen, le premier ministre italien Draghi a préconisé, en matière de défense, la tenue d'une conférence, afin que les Européens coordonnent leurs efforts militaires, critiquant le fait que nos dépenses de sécurité sont environ trois fois supérieures à celles de la Russie, mais elles sont réparties en 146 systèmes d'armes et constatant que les Américains n'en ont que 34. En politique étrangère, les décisions seraient prises à la majorité qualifiée. Il est en faveur de négociations d'élargissement avec l'Albanie, la Macédoine du Nord, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ainsi qu'avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Pour réaliser cela, il souhaite un fédéralisme «pragmatique», qui serait aussi un fédéralisme «des idéaux», en modifiant les traités.⁽¹³⁾ M. Draghi devrait savoir que cela n'a aucun sens, le vrai fédéralisme requiert une constitution fédérale européenne et non des traités.

Le 9 mai, à Strasbourg, M. Macron est revenu sur la souveraineté européenne. Il veut permettre à notre continent d'être maître de son destin, en choisissant ses partenaires et en ne dépendant plus d'eux. Il s'est dit favorable à la révision des traités proposée par des parlementaires européens, une proposition rejetée par treize États membres, dont la Pologne, la Roumanie, la Finlande et la Suède. Il a suggéré une Communauté politique européenne, qui permettrait, au-delà de l'UE, de trouver un nouvel espace de coopération, car selon lui, une adhésion de l'Ukraine à l'UE prendrait des décennies.⁽¹⁴⁾ Le chancelier Scholz a jugé très intéressante cette idée,⁽¹⁵⁾ de même que le premier ministre belge Alexander De Croo.

Il y a fort à parier que le projet de Communauté politique européenne de M. Macron échouera comme celui des années 1952-1954 et que son discours de Strasbourg n'aura pas plus de suite que celui de la Sorbonne du 26 septembre 2017.

Les dirigeants européens ne saisissent manifestement pas l'opportunité politique qu'a ouvert la guerre en Ukraine de repenser notre défense, qui reste trop dépendante des Américains. La menace russe est à l'est, c'est là qu'il faut organiser la défense collective. Sur le flanc sud, ce sont les questions d'asile et de contrôle des flux migratoires qui sont prioritaires. Dans les océans Indien et Pacifique, il faut protéger le domaine maritime des pays européens contre l'impérialisme chinois. La seule façon de le faire, c'est de remplacer la gouvernance intergouvernementale de l'UE par un État fédéral, de troquer la «boussole stratégique» pour une véritable stratégie, et de se doter d'une défense européenne fédérale en plus des armées des États membres.

Le Benelux redeviendra-t-il le moteur de l'Europe toujours plus unie ?

Le 6 avril, le haut représentant de l'UE a rappelé que les pays de l'UE se sont engagés à être en mesure de déployer une force de 5.000 soldats «capables de combattre en terrain hostile», ce qui est insuffisant et vague : on ne combat pas au Sahel comme on le ferait en Russie.

Le 7 avril, les ministres de la défense du Benelux ont annoncé vouloir acquérir, entretenir et utiliser conjointement des drones de reconnaissance, mais aussi qu'en 2025, leurs contributions à la force de réaction rapide de l'UE seront les suivantes : pour le Grand-Duché, les communications par satellite et la surveillance de l'espace ; pour les Pays-Bas, 150 soldats, des véhicules blindés Boxer et une unité médicale ; pour la Belgique, des capacités de niche non précisées.⁽¹⁶⁾

Le 2 septembre 2021, le ministre luxembourgeois François Bausch avait à juste titre objecté à la force européenne de réaction rapide de 5.000 militaires proposée par M. Borrell, qu'elle ne pourrait constituer le *hard power* dont l'Europe a besoin pour sa défense. Il avait constaté l'évidence : «si ce sont 27 États qui commandent, décident ou coordonnent, cela ne fonctionnera pas». Sept mois plus tard, il ne réalise plus que si ce sont trois ou quatre États qui commandent, décident ou coordonnent, cela ne fonctionnera pas, faute du commandement politico-militaire unique que seul un État fédéral européen peut créer.

Le Benelux est à même, aisément et à faible coût, de faire advenir cet État fédéral. Cela ne demande qu'un peu de courage politique et la décision de charger les députés européens élus dans le Benelux de se constituer en assemblée constituante. Le noyau moteur s'élargirait ensuite, comme cela fut fait à Messines en 1957, à Schengen en 1985 et lors de la création de la zone euro en 1999.

1) Fin 2021, un quart des équipements militaires allemands n'étaient pas utilisables selon le rapport de Mme Högl, la Commissaire aux forces armées du Bundestag, du 15 mars 2022. Voir <https://dserver.bundestag.de/btd/20/009/2000900.pdf>. Le ministre de la Défense a déclaré devant le Bundestag, le 27/4/2022, que 9 hélicoptères d'attaque Tigre sur 51 sont opérationnels. Voir Jahresbericht 2021 der Wehrbeauftragten im Bundestag beraten: "Wehrhaft sein" in *Bundesministerium des Verteidigung*, 29. April 2022 <https://www.bmvg.de/de/aktuelles/bundestag-beraet-jahresbericht-2021-der-wehrbeauftragten-5403286>

2) Hans-Werner Sinn, "Le fiasco énergétique allemand" in *Project Syndicate*, 28 mars 2022, <https://www.project-syndicate.org/commentary/germany-energy-shambles-dependence-on-russian-gas-by-hans-werner-sinn-2022-03/fr-en>

3) Robert Jules, «L'Allemagne, le maillon faible de l'Europe» in *La Tribune*, 4 avril 2022 <https://www.latribune.fr/economie/international/l-allemaigne-le-maillon-faible-de-l-europe-912712.html>

4) Friedrich Schmidt, "Drohgebärden kaschieren Spannungen im Moskauer Regime" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30. April 2022, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/ukraine-krieg-warum-in-moskau-die-unruhe-waechst-1799396.html>

5) Voir Olivier Schmitt, «La reconstitution des alliances au XXI^e siècle» in *Collège de France*, 13 avril 2022, *La vie des idées*, <https://lavedesidees.fr/La-recomposition-des-alliances-au-XXIe-siecle.html>

6) Mathieu Colleyn, "Vers un renforcement de la dissuasion nucléaire US en Belgique" in *Nucléaire Infos*, 27 avril 2022, <https://savoir-antinucléaire.fr/2022/04/27/vers-un-renforcement-de-la-dissuasion-nucléaire-us-en-belgique/>

7) Voir Michel Goya, "Soixante-quatrième jour : état des forces et perspectives" in *Le Grand Continent*, 28 avril 2022, & Michel Goya, "Point de situation des opérations en Ukraine 8 mai 2022" in *La voie de l'épée*, <https://lavoiedelapee.blogspot.com>

8) Voir Piotr Smolar, "Dans la guerre en Ukraine, l'échec stratégique de la Russie est déjà là" in *Le Monde*, 29 avril 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/guerre-en-ukraine-l-echech-strategique-de-la-russie-est-deja-la-61244121_3210.html & Guy Buchsenschmidt, «Pourquoi Poutine a déjà perdu !» in *DiverCite.be*, 1^{er} mai 2022 <https://divercite.be/pourquoi-poutine-a-deja-perdu-par-le-lieutenant-general-e-r-guy-buchsenschmidt/?fbclid=IwAR1TC86Uq1uE-zuomfFYa2f6CwG3vcBegJkmFSFK3-AxYEJiUoNPnMoA>. Le lieutenant général e.r. Buchsenschmidt a commandé l'Eurocorps, il est vice-président de la SED.

9) Nathalie de Kaniv, "Kharkiv, République populaire de Donetsk Un retour sur l'histoire" in *La Lettre d'Europe Défense-France*, No 76 - Avril 2022, p. 12-13, archives Jean Marsia.

10) Rainer Hermann, "Die Türkei besinnt sich auf ihre Verankerung im Westen" in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19. April 2022 <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/russlands-ukraine-krieg-hat-folgen-fuer-die-tuerkische-aussenpolitik-17964258.html>

11) Marc-Olivier Bherer, "Guerre en Ukraine : «Nous avons quitté l'ancien monde dans lequel l'économie a, pendant trente ans, dominé le politique»" in *Le Monde*, 2 mai 2022, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/02/guerre-en-ukraine-nous-avons-quitte-l-ancien-monde-dans-lequel-l-economie-a-pendant-trente-ans-domine-le-politique_6124435_3232.html

12) AFP, "Slovenia election: liberal newcomer Robert Golob defeats populist PM" in *The Guardian*, 24 April 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/24/opposition-slovenian-liberal-party-on-course-for-landslide-win-say-exit-polls>

13) Virginie Malingre, "Mario Draghi défend un «fédéralisme pragmatique» et un «nouvel élan» pour l'élargissement de l'Union européenne" in *Le Monde*, 3 mai 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/03/mario-draghi-defend-un-federalisme-pragmatique-et-un-nouvel-elan-pour-l-eleragissement-de-l-union-europeenne_6124635_3210.html

14) Cloture de la «Conférence sur l'avenir de l'Europe» en Présidence de la République, 9 mai 2022 <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/05/09/cloture-de-la-conference-sur-l-avenir-de-l-europe>

15) 9 mai 2022 et Scholz favorables à une "communauté politique européenne" pour accueillir l'Ukraine" in *La Croix*, <https://www.la-croix.com/Macron-Strasbourg-Berlin-relancer-engagement-europeen-2022-05-09-1301214169>

16) AFP, "Benelux countries prepare for EU security strategy" in *RTL*, 7 April 2022 <https://today.rtl.lu/news/world/a/1894813.html>